



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Réplique des Producteurs de lait du Québec au texte « Cinq mythes à propos de la gestion de l'offre » de Mathieu Bédard, économiste à l'Institut économique de Montréal, publié sur le site du HuffingtonPost le 11 novembre 2015 en soirée.

Cette réplique a été envoyée au Huffington Post le 13 novembre 2015, mais n'a pas été publiée.

Les mythes de l'IEDM sur la gestion de l'offre

Dans un texte publié le 11 novembre dernier dans Huffington Post Quebec, l'Institut économique de Montréal (IEDM), sous prétexte de défaire des « mythes » concernant la gestion de l'offre, véhicule plusieurs faussetés ou demi-vérités.

Mythe 1 : Prix plus chers au Canada avec la gestion de l'offre

L'auteur cite une étude qui affirme que la gestion de l'offre coûterait 444 \$ en moyenne par famille. Pour arriver à un tel chiffre, les auteurs de cette étude posent l'hypothèse que sans gestion de l'offre, les prix aux détails canadiens s'aligneraient intégralement sur le prix américain. Une telle hypothèse résiste difficilement au test de la réalité. Il est de notoriété publique que les prix de détail de nombreux produits alimentaires, de vêtements, de chaussures, d'appareils électroniques, de voitures ou de pneus sont plus chers au Canada, alors qu'aucun tarif n'en limite la libre concurrence entre les deux pays. Pourquoi des pneus fabriqués dans Lanaudière se vendent-ils moins cher aux États-Unis qu'ici? Pourquoi un kilo de côtelettes de porc se vend-il moins cher à Phoenix en Arizona (prix vérifié sur Internet) qu'à Montréal, alors que le prix à la production est fixé sur un marché nord-américain et qu'il n'y a aucune barrière entre les deux États? Les réalités du marché canadien et du commerce de détail au Canada sont différentes et expliquent généralement ces écarts de prix qui n'ont rien à voir avec le modèle agricole. Un litre de lait s'est vendu en moyenne 1,30 \$ au Canada en 2014 selon les données de la firme Nielsen, le prix du lait au détail est en moyenne de 1,30 \$ le litre, alors qu'en Nouvelle-Zélande, là où le prix du lait à la ferme est le plus bas au monde, il est de 1,83 \$ le litre. Abolir la gestion de l'offre nuirait aux agriculteurs et à l'économie, mais les consommateurs n'y gagneront pas au change.

Mythe 2 : La déréglementation du secteur laitier australien un success-story?

L'exemple de l'Australie, qui a déréglementé son secteur laitier en 2000, demeure éloquent à ce sujet, quoi qu'en dise l'IEDM. Depuis la déréglementation, certes, la production par ferme a augmenté, mais le nombre de fermes a chuté de 51 %, la production a globalement diminué de 15 % et même les revenus des exportations ont chuté de 13 %. Il est où le success-story qui inspire l'IEDM dans cet exemple?

<http://www.dairyaustralia.com.au/~media/Documents/Stats%20and%20markets/In%20Focus/Australian%20Dairy%20Industry%20In%20Focus%202014.pdf>

Mythe 3 : Les fermes laitières s'adaptent facilement sans la gestion de l'offre

L'IEDM véhicule la pensée magique selon laquelle les producteurs sous gestion de l'offre n'auront qu'à « s'adapter et profiter des marchés d'exportation ». La réalité, c'est que la plupart des pays interviennent – que ce soit par des politiques de soutien financier ou réglementaire – pour assurer la sécurité alimentaire de leurs citoyens et pour contrer la faiblesse et l'instabilité chronique des revenus des agriculteurs. La situation de crise dans le secteur laitier mondial depuis le début 2015 illustre bien cette réalité. La surproduction mondiale, couplée à la baisse de la demande de la Chine, a fait chuter les prix du lait aux producteurs en Europe, aux États-Unis et en Océanie de 30 % à 40 %. Devant la colère et la détresse des producteurs, le gouvernement français a annoncé quelque 600 millions d'euros d'aide d'urgence en juillet. L'Union européenne a débloqué, pour sa part, 500 millions d'euros en septembre qui s'ajoutaient aux 220 millions déboursés en juin. Ces sommes s'ajouteront aux 60 milliards d'euros investis annuellement par l'Europe en subventions diverses aux agriculteurs.

Les États-Unis ne sont pas en reste sur le plan des subventions agricoles, eux qui ont adopté l'an dernier un Farm Bill qui prévoit des dépenses de 1 000 milliards de dollars d'ici 2024. Contrairement à la gestion de l'offre, ce soutien financier a été exclu des récentes négociations de libre-échange avec l'Europe et du Partenariat transpacifique. Il rend pourtant l'industrie de la transformation plus concurrentielle vis-à-vis des importations et à l'exportation en lui offrant des prix plus alignés sur les prix mondiaux. De plus, une récente étude de la National Milk Producers Federation affirme que si les producteurs laitiers américains ne pouvaient recourir à la main-d'œuvre bon marché des travailleurs immigrants, le prix de détail du lait américain augmenterait de 90 % pour se situer plus cher qu'ici à 6,40 \$ le gallon.

<http://www.nmpf.org/latest-news/press-releases/sep-2015/losing-immigrant-workers-dairy-farms-would-nearly-double-retail>

Nos fermes sont efficaces, mais peuvent difficilement être aussi compétitives sans le même niveau de soutien. Très peu d'entre elles survivraient sans la gestion de l'offre, tout comme peu de fermes laitières américaines ou européennes survivraient sans les subventions ou les avantages liés à un climat plus favorable ou à une abondante main-d'œuvre d'immigrants clandestins. Surtout, le Québec se priverait d'une grande partie des retombées économiques importantes de la production laitière, des retombées dont nous avons bien besoin. Rappelons que la production laitière génère au Québec quelque 83 000 emplois directs, indirects et induits et contribue à hauteur de 6,2 milliards \$ au produit intérieur brut. Finalement, elle entraîne des retombées fiscales de 1,29 milliard \$, dont 678 millions \$ au gouvernement fédéral, 454 millions \$ au gouvernement du Québec.

Le Canada fait le bon choix en maintenant cette politique agricole.

Bruno Letendre
Président, Les producteurs de lait du Québec